

Position sur la gestion des conflits géopolitiques dans les hautes écoles suisses

Les conséquences et les impacts d'une époque marquée par des guerres, l'incertitude et des conflits sociaux se manifestent dans différents domaines de la vie quotidienne, y compris dans les hautes écoles suisses. Un exemple récent est la nouvelle escalade du conflit de longue date entre Israël et la Palestine il y a un peu plus de trois mois. Avec l'attaque du Hamas et la réaction subséquente des Forces de défense israéliennes (IDF), le conflit ancien prend une nouvelle dimension dans divers domaines. La manière dont le conflit au Moyen-Orient est discuté, analysé et interprété revêt une importance cruciale. Le document de position suivant n'a pas l'intention de prendre position sur le plan du contenu ou de la politique. Il se concentrera exclusivement sur la manière dont les hautes écoles suisses traitent les conflits, en mettant en lumière et critiquant leurs pratiques problématiques.

Description de la situation à travers le conflit Israël - Palestine

Nous sommes témoins d'un conflit qui, influencé par l'ère de la numérisation (comme les médias sociaux et les fausses informations), apporte de nouvelles complexités et défis. En raison de ces changements, les hautes écoles sont particulièrement sollicitées pour assumer leur responsabilité en tant que lieu d'enseignement et de dialogue ouvert. Le silence des hautes écoles suisses sur l'ensemble du conflit entrave le processus de documentation factuelle sur ce sujet. Depuis le 7 octobre 2023, les médias ont été le théâtre d'une forte polarisation sur le plan politique et social. Au centre se trouve en partie un vide intellectuel dans lequel le discours rationnel et les sciences empiriquement étayées disparaissent. Les discussions objectives basées sur des faits et des connaissances sont peu menées, en particulier au niveau institutionnel. L'émotivité et l'implication sont trop grandes - compréhensibles, mais non propices à un débat constructif et significatif.

Notre critique envers les hautes écoles suisses

Actuellement, un climat de silence est entretenu et encouragé. Toute forme de dialogue constructif et ouvert est refusée. Par le passé, certaines hautes écoles suisses ont adopté une approche plus ouverte à l'égard de certains autres conflits. Le climat de silence, associé à des déclarations très sélectives, est souvent mal perçu par les médias. Cela a entraîné des critiques infondées à l'égard de certains programmes d'études et activités de recherche. La situation des étudiant-e-s qui étudient et font de la recherche dans les domaines concernés n'est pas prise en compte. Leur recherche légitime n'est ni protégée ni encouragée par le silence institutionnel.

Le non-respect des objectifs fixés par les hautes écoles est un manquement à leur propre responsabilité. Les hautes écoles ont une mission à respecter et qu'elles se fixent elles-mêmes comme objectif.

Pour illustrer, voici trois exemples :

1. Dans la stratégie 2022-2030 de l'Université de Bâle, il est indiqué : "L'enseignement vise à habilitier les étudiant·e·s à agir de manière indépendante, compétente et responsable dans le domaine de la science, de l'économie et de la société".
2. Dans sa condamnation des attaques terroristes, l'UZH déclare : "En tant qu'université, nous prônons un dialogue ouvert, la diversité, la tolérance et une coexistence pacifique de tous les êtres humains".
3. L'Université de Berne résume sa vision en trois mots : "Le savoir crée de la valeur".

Nous critiquons le fait que ces exigences établies par les hautes écoles ne sont simplement pas mises en œuvre en raison d'un manque d'efforts. Des exemples de hautes écoles suisses où le manque de pratique a conduit à des problèmes incluent l'UZH (voir la position de l'association étudiante VSUZH concernant une communication imprécise et sélective) et l'Université de Bâle, qui a fait l'objet de troubles médiatiques associant la recherche et l'enseignement du département "critical urban studies" à l'antisémitisme et à l'activisme. Le silence et le non-respect des objectifs déclarés alimentent ces troubles médiatiques.

Nos demandes

Espaces pour des discussions scientifiques, critiques et objectives.

Il existe un besoin et une nécessité d'informations étayées scientifiquement, indépendamment d'arguments émotionnels et politiques. Cela inclut d'une part l'examen du contexte historique et géopolitique du conflit Israël-Palestine, et d'autre part une différenciation concrète dans l'utilisation des termes et de leur signification. Les hautes écoles ont la responsabilité de transmettre des connaissances et de créer des espaces de débat au profit de leurs étudiant·e·s et, en particulier, au service de l'ensemble de la société.

Espaces pour un soutien mutuel et des échanges humains.

En période de crise, la solidarité de tou·te·s, quel que soit le point de vue, est nécessaire. Nous demandons aux hautes écoles de fournir l'espace nécessaire pour que les gens puissent se rencontrer et discuter ensemble des événements. Il convient de veiller à ce que les personnes ayant des liens directs avec le conflit reçoivent la compréhension nécessaire pour agir dans le cadre de leurs possibilités. Dans un environnement ouvert, compréhensif et respectueux, tel que celui attendu des hautes écoles, un échange devrait non seulement être possible, mais aussi encouragé.

Sources d'informations accessibles - aucune distinction entre les conflits.

Les ressources et les points de contact étendus fournis par swissuniversities aux personnes affectées par le conflit Russie-Ukraine devraient également être mis à la disposition des personnes touchées par le conflit Israël-Palestine et des personnes touchées par les conflits futurs. Nous demandons en général

que, **à l'avenir, aucune distinction ne soit faite entre les conflits dans ce domaine**, et que les informations nécessaires et les points de contact soient systématiquement mis à disposition.

Conscience de son propre rôle dans la société.

Nous demandons dans l'ensemble que les hautes écoles suisses prennent conscience de leurs rôles et responsabilités déclarés envers la société et leurs étudiant·e·s, et prennent position sur les points mentionnés. Les hautes écoles devraient être un lieu où la discussion rationnelle sur de tels sujets peut avoir lieu ensemble, avec ouverture, critique et connaissance. Le conflit entre Israël et la Palestine ne doit pas devenir un précédent pour exclure des sujets du discours académique et de la société en général. C'est pourquoi nous demandons une stratégie claire de communication et de gestion, à laquelle les hautes écoles suisses peuvent également s'orienter à l'avenir.

Liberté de la science.

Si les domaines et les objets de recherche des chercheur·euse·s sont influencés et façonnés par leur point de vue subjectif et leur parcours, il en demeure toutefois que le respect des standards et des principes scientifiques confère une validité objective aux objets de recherche, qui ne doivent donc pas être classés sur un spectre politique et acceptés ou diffamés en fonction de cela. La pensée scientifique, si elle est conforme aux normes scientifiques, constitue un fait libre et neutre qui ne doit pas être inappropriément instrumentalisé ou censuré. Nous considérons que l'influence et la censure exercées jusqu'à présent par les médias et les directions des hautes écoles constituent une violation de la liberté de la science, protégée par notre Constitution fédérale. Nous demandons que la critique de la scientificité d'un objet de recherche par les médias, la politique et l'économie soit examinée par les directions des hautes écoles conformément aux normes de recherche universellement acceptées et soit clairement rejetée si nécessaire.

Nous espérons trouver un chemin commun et que cette position soit le début d'un dialogue ouvert dans les hautes écoles suisses. Nous espérons que ce message sera perçu dans l'esprit du dialogue ouvert et sommes convaincu·e·s que le débat sur le rôle des hautes écoles suisses en période de division sociale peut avoir lieu dans un environnement ouvert, compréhensif et rationnel, tel que nous l'attendons tou·te·s de nos hautes écoles.

Adopté par le conseil de sections le 24.01.24.